

Jik An Bout



CNCP MATINIK



N° 217- 23 Avril 2024

Jik An Bout est le journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 / Chemin Vimbert – Lotissement La Haut Rivière-Salée 97215 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

LA TROISIEME GUERRE MONDIALE A DEJA COMMENCE



Il serait réducteur de ne concevoir la guerre mondiale que comme un affrontement armé entre grandes puissances et qui se déroulerait sur plusieurs continents. Qu'est-ce qu'une guerre, en effet ? C'est «un fait social global et non pas une simple manifestation de la violence humaine : elle requiert une organisation des hommes, une convergence de leurs forces, vers un objectif unique*1». Cette définition que l'on peut retrouver dans «Wikipédia» met en exergue des éléments que nous considérons incontestables et de nature à conforter notre analyse. Dans la première partie de cet article, nous indiquons que «Les guerres entre empires, entre nations ou entre communautés sont toujours liées à des luttes pour le pouvoir économique et cela, même quand elles sont cachées derrière des prétextes idéologiques ou la mise en avant du rôle de «grands personnages».

Lire la suite en page 2

LE BILLET DU CNCP



**MARYSE
CONDE**

*Lonnè épi respé ba
Maryse CONDE*

A lire en page 11

INITIATIVES ALTERNATIVES

Plein succès du 3^{ème} Congrès de l'Union Internationale des Syndicats de Pensionnés et Retraités

A lire en page 6

MEMOIRE DES PEUPLES



Quand l'armée française «pacifiait» l'Algérie au Napalm.

Article en page 9

FOK SAV SA

Le peuple sénégalais a parlé, le candidat pro français battu à plate couture !

A lire en page 7



La France bafoue le droit du Peuple Kanak à l'auto-détermination.

A lire en page 8



LA TROISIEME GUERRE MONDIALE A DEJA COMMENCE (2/2)

Ici, notre propos est de montrer qu'il se déroule actuellement un conflit planétaire sur le plan économique qui oppose deux camps aux intérêts fondamentalement contradictoires : d'un côté, les multinationales qui détiennent le pouvoir réel dans les pays impérialistes et, de l'autre, les travailleurs et les Peuples dominés de l'ensemble du monde. Nous sommes donc en pleine guerre mondiale. L'agresseur, tout à fait identifiable, méthodiquement organisé, jette toutes ses forces dans une offensive dont l'objectif unique est de maintenir son hégémonie sur le monde.



En réalité, cette guerre mondiale là, qu'on désigne comme étant la troisième, a commencé avec la colonisation du monde par les puissances impérialistes européennes. La donnée nouvelle, c'est qu'elle se déroule dans un contexte où la globalisation de l'économie mondiale a atteint son paroxysme et dans lequel les adversaires disposent d'une puissance de destruction diabolique. Elle se révèle décisive pour l'avenir de la planète et de l'Humanité.

Les batailles sont acharnées sur tous les fronts : économique, politique, idéologique et, bien sûr, militaire.

Sur le front de l'économie : La domination unipolaire du monde que les impérialistes occidentaux avaient cru avoir définitivement imposée après l'éclatement du camp soviétique est structurellement remise en cause aujourd'hui. Jusqu'alors, par exemple, ils s'appuyaient sur le pouvoir léonin de leurs institutions financières, pour contrôler l'économie mondiale ; mais celui-ci se heurte désormais aux dynamiques concurrentes développées par les puissances rivales et les pays du «Sud global». En réaction, ils ont déclenché une guerre ouverte contre tous ceux qui bousculent leur hégémonie. Il s'agit d'une guerre sale qui piétine tous les principes du droit international et même les bases de leur credo libéral. Ainsi, aux traditionnels



blocus et embargos sont venues s'ajouter l'adoption de lois extraterritoriales, des sanctions unilatérales, des saisies mafieuses de biens et d'avoirs de personnes et d'États.

Sur le plan politique : Dans tous les pays occidentaux dits «démocratiques», tout est fait pour transférer les souverainetés populaire et étatique directement entre les mains des multinationales. Cela s'est traduit par :

- l'abandon de la souveraineté monétaire des États au bénéfice des Banques et des spéculateurs ;
- la destruction des services publics ainsi que le laminage des compétences et du financement des collectivités locales, dans le but de laisser le champ libre aux grands groupes capitalistes ;
- l'adoption de législations garantissant la liberté d'action et l'opacité aux multinationales (ex : loi concernant le «secret des affaires») ;
- les mesures prises pour instaurer la mainmise des grands groupes pharmaceutiques sur les données médicales des patients et sur la «gestion» de leur santé (l'OMS étant instrumentalisée à cette fin) ;
- le partage de la prérogative de censure des réseaux sociaux entre les gouvernements et les multinationales régnant sur les N.T.I.C.

Toutes ces manœuvres visent à conforter la dictature des multinationales !

Dans le même temps, les gouvernements des pays impérialistes occidentaux jettent les bases d'une fascisation généralisée des sociétés :

- Des lois de plus en plus nombreuses sont adoptées pour limiter les libertés individuelles et collectives des «citoyens»^{*2}. La répression et la censure s'abat-tent de plus en plus sur toutes les voix dissidentes.
- Les violences policières et judiciaires se déchaînent contre les manifestations populaires (quand elles ne sont pas interdites)^{*3}.
- Les empires médiatiques et les instituts de sondages sont mobilisés pour propager des idées

réactionnaires et favoriser l'accession de l'extrême droite au pouvoir^{*4}. Résultat : dans tous les pays impérialistes occidentaux, on constate une poussée spectaculaire de la peste brune. De quoi nous rappeler que Adolphe HITLER était arrivé au Pouvoir en Allemagne «démocratiquement» le 30 janvier 1933.

Sur le plan idéologique : Depuis que les guerres existent, la propagande et la désinformation y jouent un rôle déterminant. Aujourd'hui, la puissance de leurs empires médiatiques et le contrôle qu'ils exercent sur les nouvelles technologies ne suffisent plus aux pays impérialistes occidentaux et aux multinationales pour manipuler et conditionner l'opinion à leur guise. Leurs rivaux disposent désormais de technologies aussi performantes. Tout leur narratif se heurte aux contre-informations (et également aux contre-provo-cations) qui circulent sur les réseaux sociaux^{*5}. Ce qui est sûr, c'est que le camp qui gagnera la guerre de l'information remportera la victoire décisive.

Sur le front militaire : C'est depuis la fin de la deuxième guerre mondiale que la superpuissance États-Unienne a structuré sa domination sur le reste du monde. Les USA, maîtres incontestés de l'O.T.A.N., comptent 800 bases militaires déclarées installées dans 177 pays. Ils ont à leur actif une soixantaine de guerres et interventions sur toute la planète. Prati-quement tous les dictateurs qui ont sévi sur le conti-nent américain ont été formés dans la tristement cé-lèbre École de Panama. La CIA, quant à elle, est impli-quée dans la majorité des coups d'état qui ont eu lieu ces soixante-dix dernières années ; elle organise la subversion dans tous les pays opposés aux intérêts des USA, n'hésitant pas à armer des terroristes et autres gangs qui s'attaquent quasi exclusivement à des civils. Cette guerre-là, sale elle aussi, est menée sans discontinuité.

En face, les puissances rivales se sont lancées dans la course aux armements, structurent des alliances mi-litaires qui déroulent des manœuvres conjointes et,



comme c'est le cas en UKRAINE, nous le croyons fermement, se préparent à la confrontation directe avec l'O.T.A.N.

Il est indéniable que c'est une guerre totale et mondiale qui se déroule déjà sur tous les fronts évoqués ci-dessus. A moins d'être aveugle, ignorant ou d'une mauvaise foi profonde, nul ne peut ignorer que l'intervention des impérialistes occidentaux et des multinationales, qui en sont responsables, est coordonnée et planifiée dans le cadre d'organisations dont ils tiennent fermement les commandes. L'État-Major qui organise «**la convergence de leurs forces vers un objectif unique**» exerce son Pouvoir par le biais d'institutions internationales majeures. Nous parlons ici du Conseil de Sécurité de l'ONU, de la Cour Pénale Internationale (C.P.I.), de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), du FMI (Fonds Monétaire International) et de la Banque Mondiale. Les politiques sont harmonisées et les directives données dans le cadre de rencontre telle le «FORUM DE DAVOS» mais également verrouillées par des officines de l'ombre (Trilatérale, Loge P2, groupe Bloomberg, etc.).

«**L'objectif unique**» visé par l'État-Major qui dirige les pays impérialistes et les multinationales est de maintenir les pays dominés et leurs peuples sous une domination implacable, pour pouvoir les exploiter et les piller sans limite et afin de jouir de surprofits et de privilèges scandaleux... «quoi qu'il en coûte !». Des millions d'êtres humains souffrent et meurent à cause de la politique ultralibérale barbare qui leur est imposée. Le «quoi qu'il en coûte», c'est l'accroissement des inégalités, de l'explosion de la pauvreté, de la faim et de la détresse sociale dans le monde. C'est aussi la menace de détruire la planète elle-même.



Dans toutes les guerres, ce sont toujours les populations civiles qui paient le prix fort. Mais dans celle que nous subissons aujourd'hui, les victimes directes et collatérales des bombes atomiques de l'ultralibéralisme se comptent par milliards : Ce sont celles victimes du sabotage des services publics de santé, des systèmes de retraite et de toute autre protection sociale. Celles victimes des violences générées par la propagation massive d'une culture bestialisée, par la destruction des relations sociales et par les détresses psychiques qui en découlent. Celles victimes des catastrophes provoquées par un changement climatique directement dû au productivisme et à la recherche de profits insensés. Indubitablement, la pratique de l'obsolescence programmée, l'usage irresponsable de pesticides, tous les écocides commis en toute connaissance de cause, le refus des États de prendre les mesures qu'exige la lutte contre le changement climatique valent d'être considérés comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.



Les victimes directes et collatérales de l'impérialisme, des multinationales et de l'ultralibéralisme

* 1,1 milliard de personnes sur 6,1 milliards vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle aiguë dans 110 pays.

* 5 millions, d'enfants dans le monde ont perdu la vie avant leur cinquième anniversaire en 2021. Pour les 5-24 ans, ce chiffre s'élève à 2,1 millions.

* Près de 700.000 personnes meurent en se suicidant chaque année dans le monde. **Pour chaque suicide, il est probable qu'il y ait 20 tentatives de suicide**

* Plus de 296 millions de personnes ont consommé des drogues dans le monde en 2021, soit une augmentation de 23 % par rapport à la décennie précédente.

* Plus de 400.000 personnes sont assassinées chaque année dans le monde (moyenne 1992-2017), soit environ dix fois le nombre moyen de personnes tuées par an dans des conflits armés au cours de la même période.

* En 2022, **32,6 millions de personnes ont été contraintes de se déplacer**, dépassant de 41 % la moyenne des dix dernières années, pour échapper à un conflit ou à une catastrophe naturelle.

* Selon le GIEC (Groupe d'expert Intergouvernemental sur l'évolution du climat) plus d'un milliard de personnes dans le monde pourraient être exposées à des risques climatiques, tels que l'élévation du niveau de la mer, les inondations, les sécheresses et autres catastrophes naturelles en 2050.

(Source : ONU)

Dans cet article, il était question pour nous de montrer l'actualité et les configurations de la «troisième guerre mondiale», de désigner l'ennemi principal et de mettre à jour sa stratégie. Nous le concluons en répétant que, s'il y a lieu de s'inquiéter d'une confrontation entre puissances rivales, la guerre mondiale, la plus fondamentale, qui reste en toile de fond, est celle qui oppose les impérialistes occidentaux et leurs multinationales aux travailleurs et à tous les Peuples.

Dans un prochain article, nous parlerons de l'autre camp concerné par cette guerre : celui des Peuples, le nôtre. Nous verrons que lui aussi doit intensifier les luttes qu'il mène déjà et se préparer à l'affrontement décisif !

*¹ Cf. Wikipédia / Edward Luttwak, Les paradoxes de la stratégie, Odile Jacob *² Les prétextes fallacieux se succèdent:

il s'agirait de lutter contre le terrorisme, contre la propagation du COVID, contre les ennemis de la Laïcité, etc ! Le gouvernement entend même criminaliser l'expression des critiques contre les affirmations «scientifiques» de Big Pharma !

*³ Pour preuve, le traitement réservé, dans la prétendue «Patrie des Droits de l'homme», aux Gilets Jaunes, aux défenseurs des ZAD, aux militants écologistes, à ceux qui dénoncent le racisme et les exactions de Policiers ou encore le génocide des Palestiniens par l'armée d'occupation israélienne. *⁴ Cela est tout à fait patent dans le traitement de la question de l'immigration dans les pays occidentaux et dans la propagation de l'islamophobie.

*⁵ Hier, les campagnes de diabolisation menées par les impérialistes occidentaux leur avaient permis d'agresser militairement des pays et d'assassiner leurs dirigeants avec un large soutien de l'opinion publique (Roumanie, Serbie, Irak, Libye, etc.). Aujourd'hui, ils ont beaucoup plus de mal à cacher les véritables raisons pour lesquelles ils se préparent à attaquer la Russie et la Chine.

PAWOL FONDOK

Si la stratégie veut ignorer la tactique, la tactique ruine la stratégie. La bataille d'ensemble gagnée sur la carte est perdue en détail sur les coteaux,

Paul Valéry



INITIATIVES ALTERNATIVES

PLEIN SUCCES DU 3^{EME} CONGRES DE L'UNION INTERNATIONALE DES SYNDICATS DE PENSIONNES ET RETRAITES

La rencontre s'est déroulée du 15 au 17 avril à Athènes. Des délégués de nombreux pays y ont participé (32 en présentiel et 12 par visio). Notre organisation était représentée par Gérard CHENEVOT de la section émigration du CNCP en France. Il nous propose ci-dessous un compte-rendu de l'événement.



Après les différentes interventions de bienvenue au congrès résolument placé sous le signe de la nécessité d'œuvrer au développement et au renforcement des syndicats de lutte de classe, une chorale accueille les congressistes avec 5 chants. Puis c'est l'ouverture des travaux avec l'intervention du Président de l'UIS présentant le texte d'orientation, les modifications de statut, le bilan et le programme de travail.

S'en suivent les interventions des délégués des très nombreux pays représentés. Toutes ont dénoncé l'odieux génocide perpétré à Gaza et dans tous les territoires palestiniens avec la complicité des États impérialistes. À cette occasion, une représentante de la Palestine a été longuement ovationnée.

En soirée, notre représentant a été invité à prendre la parole. Après un salut aux congressistes venus de tous les continents, il a tenu à situer la Martinique, colonie française, sur la carte mondiale. Puis il a indiqué qu'à la création de l'état sioniste des Palestiniens expulsés de leurs terres avaient émigré en Martinique pour, aujourd'hui, faire partie de notre peuple. « Parler de la lutte du Peuple

Palestinien, c'est donc aussi parler de la lutte du Peuple Martiniquais ». Beaucoup des congressistes ont appris à cette occasion l'existence de la Martinique. Notre camarade a ensuite expliqué que la lutte du Peuple Martiniquais se menait à deux niveaux :

- la lutte pour s'émanciper de la tutelle coloniale,
- la lutte pour combattre le capitalisme et l'impérialisme mondiaux.

Il a insisté sur le fait que les plus impactés par l'exploitation et l'oppression sont les ouvriers agricoles qui, par exemple, ont subi et subissent encore les conséquences de l'empoisonnement par les pesticides. Ce sont donc eux les fers de lance dans la lutte. Le camarade a alors évoqué le combat du Collectif des ouvriers agricoles et son programme de revendication dont le point 4 a trait aux retraites.

Au deuxième jour du Congrès, après les dernières prises de parole des délégués, les travaux en Plénière ont conduit à l'adoption des

résolutions et au vote de la composition du bureau international. Ils se sont clôturés avec les discours du Président et du Secrétaire Général.

En fin d'après-midi, une petite visite touristique a conduit les délégations vers deux sites, l'un où eurent lieu des exécutions de militants communistes venus du monde entier, par les nazis et leurs complices, l'autre « l'Acropole ».

Le mercredi 17 enfin, les délégations ont participé à une manifestation aux côtés des syndicats grecs, lors d'une journée de grève panhellénique.

NB : Dans un prochain article nous présenterons plus complètement l'UIS des Pensionnés et des Retraités.



■ LE PEUPLE LE PEUPLE SENEGALAIS A PARLE : LE CANDIDAT PRO-FRANÇAIS BATTU A PLATE COUTURE !

Pour essayer de se sauver la face, les médias occidentaux ont salué les résultats des élections Présidentielles au Sénégal, comme une preuve de la vitalité de la «démocratie» dans ce pays sous tutelle française. Quel culot ! Le pays était plongé depuis trois ans dans une grave crise provoquée par la dérive autoritaire de Maky SALL. C'est la révolte du Peuple Sénégalais (durement réprimée : des dizaines de morts, des centaines de blessés), qui a empêché que l'homme des Français ne brigue un troisième mandat, qu'il reporte les élections et qui l'a contraint à libérer les opposants politiques emprisonnés (10 jours avant le scrutin !). C'est précisément à cette vitalité de la «démocratie» à la française que le Peuple Sénégalais a dit «NON !» en élisant **Bassirou Diomaye Faye**.



Bassirou Diomaye Faye a été élu Président du Sénégal avec 54,28 % des voix. Le candidat du pouvoir en a obtenu 35,79%. Les médias occidentaux qui, pour le discréditer le qualifiaient de «candidat anti-système»*, ont déjà commencé à changer de langage dans l'espoir de restaurer l'influence française. Il y a peu de chance que cet objectif soit atteint, car c'est la mobilisation populaire qui a porté les nouveaux dirigeants au pouvoir. Aujourd'hui, la jeunesse africaine est résolument anti-impérialiste et saura faire preuve de vigilance.

Quoiqu'il en soit, le message adressé par Bassirou Diomaye Faye le 25 mars, est sans ambiguïté: «Je voudrais dire à la communauté internationale, à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux que le Sénégal tiendra toujours son rang, il restera le pays ami et l'allié sûr et fiable de **tout partenaire qui s'engagera avec nous dans une coopération vertueuse, respectueuse et mutuellement productive**». *La dernière partie de cette phrase a été soigneusement occultée par les journalistes occidentaux.* Ousmane Sonko lors du dernier meeting de campagne avait déjà prôné une "ère de rééquilibrage de nos relations avec le monde". «Que personne ne nous fasse croire qu'on ne peut pas incarner notre propre souveraineté. Nous serons désormais un État souverain, indépendant, qui collaborera avec tout le monde mais dans des partenariats gagnant-gagnant». Bassirou Diomaye Faye a d'ores et déjà annoncé une réappropriation de la souveraineté, notamment en «renégociant les contrats des mines et des hydrocarbures», en «réévaluant les accords de pêche avec les acteurs étrangers». Il a mis aussi l'accent sur la nécessité de développer le secteur primaire pour garantir la sécurité alimentaire et se rapprocher d'une auto-suffisance. *Sur le plan politique, le nouveau Président a exprimé son intention de lutter contre "l'hyper présidentielisme", qui a engendré une «mainmise de l'exécutif sur le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire" qui a conduit à une "instrumentalisation de la justice" pour traquer les opposants et les emprisonner.*

Les victoires remportées par le Peuple Sénégalais confirment que l'heure de la véritable souveraineté a sonné pour le Continent Africain!

* La qualification de «anti-système» mise en vogue par les médias occidentaux a pour but de manipuler l'opinion en jetant dans un même sac, des néo-fascistes de tous poils, qui sont **les plus fervents défenseurs du système dominant capitaliste et impérialiste**, et tous ceux qui, au contraire, dénoncent ses abominables travers.



■ LA FRANCE BAFOUE LE DROIT DU PEUPLE KANAK A L'AUTO- DETERMINATION

«Jik An Bout» partage avec vous le communiqué de presse publié par le FLNKS pour dénoncer la scélératesse des colonialistes français qui tentent de saboter le processus d'émancipation du Peuple Kanak. Les directives adressées par Pierre Messmer à son Secrétaire d'État dans sa lettre du 19 juillet 1972 (Cf. le N° 216 de notre journal) devraient suffire à entraîner une condamnation explicite, ferme et unanime de ceux qui défendent le droit des Peuples à l'autodétermination. Mais beaucoup se taisent parce qu'ils sont complices du pouvoir colonial français. Certains sèment l'illusion au sein du Peuple Martiniquais que nous pourrions bénéficier de la mansuétude de «la République» qui nous accorderait les moyens de la dignité et du développement: Habilitations! Modifications de la Constitution permettant d'ouvrir la voie de l'émancipation ! Autonomie totale !»

Quant à nous, nous luttons pour la Souveraineté Nationale totale et nous exprimons notre entière solidarité au Peuple Kanak en lutte pour l'indépendance de son pays.



FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

Nouméa, le 27 mars 2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le trompeur et méprisant ministre de l'Intérieur et de l'Outre-mer

Le FLNKS a une nouvelle fois été scandalisé par le comportement fourbe et manipulateur du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer lors de la commission des lois du Sénat du 26 mars 2024.

Le ministre en charge des Outre-mer a présenté et lu un courrier signé par les chefs de la délégation indépendantiste lors de la discussion bilatérale de juin 2023 à Nouméa. Dans sa lecture il a délibérément omis de lire le passage essentiel de ce document, celui qui indique que « le FLNKS se positionnera sur ce sujet à l'issue des résultats de ces travaux », ces travaux faisant référence aux simulations des impacts de l'ouverture du corps électoral.

C'est bien de cela dont il a été question au congrès du FLNKS le samedi 23 mars 2024, où l'ensemble du Mouvement indépendantiste a réaffirmé son opposition ferme au dégel du corps électoral en dehors d'un accord global.

En dissimulant cette phrase, il dénature complètement le contenu même des échanges tenus avec le FLNKS lors des discussions et manifeste sans complexe la partialité du gouvernement ATTAL au Sénat.

L'attitude fourbe et mensongère du MIOM, Gérard DARMANIN, le disqualifie dans le rôle d'interlocuteur du FLNKS aujourd'hui. Le 42^{ème} congrès du FLNKS en a fait le triste constat et sollicite de l'Etat d'entrée dans une nouvelle phase de discussion avec l'impartialité que la situation en KANAKY – NC requiert aujourd'hui.

Le FLNKS rappelle qu'au cours de l'Histoire, les indépendantistes ont eu l'occasion de travailler avec des interlocuteurs de l'Etat français de haut rang fiables et honnêtes malgré nos divergences.

Ces personnalités ont pu nous accompagner pour bâtir ce chemin de paix si fragile, dans le respect de tous. Ce ne sera jamais le cas de ce personnage dénué de charisme et encore moins d'envergure pour les missions qui lui incombent !

Cette situation conforte le FLNKS dans sa demande de mise en place d'une mission de médiation conduite par une personnalité de haut niveau afin de garantir l'impartialité de l'Etat et d'ouvrir une nouvelle phase de discussion telle qu'actée lors de son 42^{ème} congrès du 23 mars 2024.

Pour l'animation du BP FLNKS

Le Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Fochi'.

Dominique FOCHI



QUAND L'ARMÉE FRANÇAISE «PACIFIAIT» L'ALGERIE AU NAPALM (1/2)

« Les faits fixent la vérité ». Voici un adage qui se vérifie quand on parle de la férocité de l'État colonialiste français qui, durant la « pacification » de l'Algérie, utilisait contre les résistants une arme chimique interdite par les conventions internationales qu'il a signées. C'est dans un article de Raphaëlle BRANCHE, sur « la torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962 », que les preuves de l'utilisation du NAPALM par les militaires français nous sont portées. Nous vous proposons de le partager.*



Massacre de civils algériens par les troupes françaises en 1955

« Parler de l'usage du napalm par la France durant la guerre d'indépendance, c'est revenir sur un déni d'État. À l'instar d'autres armes chimiques, ce produit a été utilisé en dépit des conventions de Genève dont Paris était signataire. S'il est difficile de dresser un bilan complet aujourd'hui, les témoignages sont là pour rappeler l'étendue de cette violence. Les autorités françaises le répèteront sans trembler : « Napalm rigoureusement proscrit et jamais employé opération militaire en Algérie ». Ce mensonge clairement affirmé par le ministre résidant Robert Lacoste en 1957 est répété sous la V^{ème} République. Au quai d'Orsay, on assure ainsi que l'armée française « n'a jamais fait usage du napalm » et que « des instructions permanentes du haut commandement militaire français en Algérie interdisent l'emploi de ce produit ». Si la France ne peut reconnaître

l'usage de cette essence gélifiée utilisée dans des bombes incendiaires, c'est que cette arme est proscrite par les conventions internationales dont le pays est signataire. Son usage viendrait en outre contredire la fiction de simples opérations de maintien de l'ordre menées dans l'Algérie française depuis novembre 1954.

Un pays en flammes

Ce que Paris, Genève ou New York ignorent est pourtant devenu une évidence dans les montagnes algériennes où l'armée française lutte contre les maquisards de l'Armée de libération nationale (ALN). Les forêts qui dérobent ces combattants aux avions français sont particulièrement ciblées : largué par les airs, le napalm en flamme immédiatement la surface sur laquelle il se répand, ce qui le rend particulièrement redoutable dans les régions boisées. Des témoignages français confirment d'ailleurs ce que les

indépendantistes dénoncent à mesure que l'Algérie s'enfonçait dans la guerre. En 1959, Hubert Beuve-Méry, le directeur du journal *Le Monde*, acquiert ainsi la certitude de son usage après s'être entretenu avec le successeur de Robert Lacoste, Paul Delouvrier. Peu de temps auparavant, un caporal avait adressé une lettre au journal pour dévoiler la réalité cachée derrière une dépêche officielle parlant de « rebelles mis hors de combat avec l'aide de l'aviation » : « Ayant participé à l'encerclement et à la réduction de la ferme où [les « rebelles »] étaient retranchés, je puis vous indiquer qu'ils ont en réalité été brûlés vifs, avec une dizaine de civils dont deux femmes et une fillette d'une dizaine d'années, par trois bombes au napalm lancées par des appareils de l'aéronavale », non loin de Sétif, le 14 août 1959.

Les pilotes savent parfaitement ce qu'ils larguent, et les militaires qui demandent leur appui au sol aussi. L'usage du napalm étant interdit, on opte pour un langage codé : « bidons spéciaux ». Dans le secteur de Bou Saada, au sud-est d'Alger, est ainsi consignée, fin septembre 1959, une « action de l'aviation en bombes de 250 livres et en bidons spéciaux sur un camp rebelle ».

Les comptes-rendus d'opérations mentionnent aussi les effets de ces « bombing par bidons spéciaux » comme dans ce bilan d'une opération des 23 et 24 février 1959 qui indique : « Pertes rebelles : 6 cadavres dénombrés dont un sergent et un caporal. Débris humains découverts dans une zone traitée aux bidons spéciaux et correspondant à 5 rebelles repérés par un observateur ». Parfois, le camouflage cède, comme quand le 14e régiment de chasseurs parachutistes relate un affrontement entre plusieurs régiments d'élite et leurs ennemis début avril 1961. La « réduction du nid de résistance » ayant échoué face au « feu violent et précis des rebelles », l'intervention de l'aviation de chasse est demandée. Le journal de marche du régiment note que sont utilisées « des roquettes et des bombes au napalm contre les retranchements rebelles ».

« Une odeur horrible »

Mohamed Kaced était l'un de ces

« rebelles » visés par des bombardements. La grotte où, blessé, il se cache est repérée par l'aviation : « Ils nous ont jeté du napalm ». Un de ses compagnons est atteint : Le soldat qui avait été brûlé, qu'allions-nous lui faire ? Si on le touchait, on allait être brûlés aussi. Qu'est-ce qu'il fallait faire alors ? Il fallait prendre de la terre et la lui jeter dessus ou prendre un chiffon et le couvrir. Il fallait faire comme ça et surtout éviter de se faire brûler aussi. Parce que les flammes peuvent très vite te toucher. » Khadija Belguenbour a assisté, impuissante, au bombardement d'une infirmerie : Il y avait une montagne juste en face : ils ont utilisé le napalm. Il y avait un hôpital, enfin une infirmerie, où ils cachaient les blessés. Je les voyais, ils essayaient de s'évader... Une odeur horrible. Ils se roulaient par terre et leurs chairs restaient sur les pierres. Ils criaient. Ce cri, encore de temps en temps, il me revient aux oreilles. Plus tard, elle a elle-même reçu une goutte de napalm et en a gardé un trou dans la tête.

Quand l'aviation approche, la terreur s'empare de ceux qui sont au sol. Si les mitraillages au sol sont redoutés, le napalm donne à la guerre ses couleurs infernales. Meriem Mokhtari l'évoque encore avec précision en 2020 :

« L'avion qui a lancé le napalm... Tu vois, la lave des volcans... Le feu arrive, en brasier... Dans la forêt,

on voyait aussi les poules fuir avec leurs poussins... les chiens... les bêtes... Les chevaux galopaient, et haletants... Les civils, des femmes qui portaient leurs courses... les vieillards... Il y avait une femme qui a été happée par le napalm... elle a été grillée comme un aliment qu'on grille... elle a été carbonisée par le napalm... Après, dans la forêt, le napalm a provoqué un incendie... Alors les gens le combattaient avec de l'eau et de la terre... Il y en a qui ont pris des couvertures, pour protéger leur tente du feu. (...) Le napalm avait été jeté du haut d'une pente, alors le feu se propageait très vite... On n'avait nulle part où se cacher à l'abri du feu. Alors tu cours, jusqu'à ce que tu trouves un cours d'eau... et tu y restes. »

Le caporal Jean Forestier évoque aussi de « gigantesques gerbes rouges surmontées d'énormes champignons noirs » provoquées par le napalm. Un matin d'avril 1959, sa section est envoyée au rapport : « Vingt et un corps sont dénombrés, une dizaine d'autres sont retrouvés brûlés par le napalm »

*Raphaëlle Branche est professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Paris Nanterre

(Suite dans le prochain N° de Jik An Bout)

Source : <https://orientxxi.info/magazine/quand-l-armee-francaise-pacifiait-au-napalm,563>

SUGGESTION DE LECTURE

* [https://basta.media/Scoutes, géolocalisations: de plus en plus de personnes sont surveillées en France](https://basta.media/Scoutes_géolocalisations_de_plus_en_plus_de_personnes_sont_surveillées_en_France)
par Camille Augustine

* www.jeune-independent.net/les-crimes-de-la-colonisation-en-algerie-codex-de-l-horreur-barbare/
Par Nadji Azzouz





Lonnen épi respé ba Maryse CONDE

Quelle indécence ! Macron a osé organiser une cérémonie pour instrumentaliser le décès de Maryse CONDE. Il a osé insulter sa mémoire en résumant son combat à un «attachement intranquille à la France». Malheureusement pour lui, la ficelle est trop grosse et personne ne sera dupe de cette lamentable manœuvre. C'est la combattante inflexible, l'indépendantiste Guadeloupéenne, l'écrivaine hors pair que le monde a pleuré. Le CNCP, quant à lui, tient à rendre hommage à Maryse CONDE qui restera toujours un phare de la littérature anticolonialiste. Thierry JOSEPH-ANGELIQUE, membre du bureau du CNCP, a rappelé son parcours sur Radio Fréquence Atlantique le 7 avril 2024. Nous reprenons ses propos ci-dessous.



«**Maryse Liliane Appoline Boucolon**, plus connu sous le nom de Maryse Condé, née le 11 février 1934 à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe est décédée le 2 avril 2024 à l'âge de 90 ans à Apt dans le Vaucluse en France. Elle était une journaliste, professeure de littérature, dramaturge, femme de lettre, écrivaine Guadeloupéenne de renommée mondiale. L'immensité et la profondeur de son travail peuvent être mesurées à travers les thèmes abordés dans ses œuvres. Citons en quelques-unes :

Essais : «Pourquoi la négritude ? Négritude ou révolution», «La civilisation du Bossale» «Réflexions sur la littérature orale de la Guadeloupe et de la Martinique», «Noir c'est Noir», «La parole des femmes», «Les ravages du colonialisme et le chaos du post

colonialisme».

Théâtre : «Dieu nous l'a donné», «Le morne de Massabielle», «Antan révolusyon»

Romans : «Hérémakhonon» publié en 1976, «Moi, Tituba sorcière... Noire de Salem», pour lequel elle a reçu en 1987 le prix de la femme et en 1994 le prix littéraire des jeunes lecteurs de l'Île de France, «La vie scélérate, prix d'Anaïs Ségalas» en 1988, «Ségou : les murailles de terre», prix Liberatur en 1988 en Allemagne, «Désirada» prix Carbet de la Caraïbe et du tout monde en 1997,

«Le cœur à rire et à pleurer» prix marguerite Yourcenar en 1999, «Victoire, les saveurs et les mots » prix Tropiques en 2007, « Les belles ténébreuses » Trophée des arts afro-caribéens en 2008, « En

attendant la montée des eaux » grand prix du roman métis,

Si la France s'est illustrée en n'attribuant aucun prix littéraire à la Guadeloupéenne, elle a été honorée à plusieurs reprises par ailleurs. Depuis 2001 un prix littéraire porte son nom : le *prix littéraire Fetkann ! Maryse Condé*. «Mémoire des pays du sud, mémoire de l'humanité».

«Les ravages du colonialisme et le chaos du post colonialisme» a été récompensé en 2018 par le prix Nobel de littérature alternatif institué la même année par la «Nouvelle Académie» créée par un groupe d'intellectuels suédois. (...)

En 2021, Maryse Condé reçut le prix mondial Cino del Duca pour l'ensemble de son œuvre littéraire.

« Cette distinction, dit-elle, je l'accueille avec joie et fierté. Mais ce ne sont pas là des sentiments égoïstes. Si la situation sanitaire le permettait je serais venue en Guadeloupe le partager avec tous mes frères et toutes mes sœurs et surtout avec les jeunes, réduits à choisir entre le chômage, la violence ou l'exil. On ne le répètera jamais assez : ceux qui devant la misère de la Guadeloupe et de la Martinique ont fait voter en 1946 la loi d'assimilation, se sont lourdement trompés. La départementalisation a détruit toutes nos forces. Aujourd'hui on ne parle de la Guadeloupe qu'au moment des cyclones ou autres catastrophes naturelles. Elle est devenue un décor touristique pour les étrangers nantis où comptent seulement la mer et le soleil. J'avais une discussion avec notre regretté frère Roland Thésauros, disparu récemment, et nous nous demandions

pourquoi les fruits de l'indépendance tardaient tant à être savourés. Quelles fautes avons-nous commises ? Avons-nous manqué de courage et d'abnégation ? Ainsi, quand en 1986 je suis revenue en Guadeloupe, ni l'université, ni la radio, ni la DRAC n'ont voulu de moi. Affolée, j'ai alors accepté l'invitation de l'université de Berkeley en Californie et j'ai quitté mon pays natal. Ai-je eu tort ?

Cependant peu important les regrets stériles et les remords tardifs. La lutte n'est pas finie. Il faut garder la foi. Un jour la terre sera ronde. C'est sur cette note d'espoir que je fais part à tous les camarades de mon soutien et de ma foi en l'avenir. Fraternellement, Maryse Condé. »

La Guadeloupe n'a pas attendu son décès pour l'honorer : depuis le 10 décembre 2012, le collège de

la Désirade a été dénommé « Collège Maryse Condé ».

Maryse Condé était une indépendantiste Guadeloupéenne qui s'est élevée contre le colonialisme et toutes autres formes d'oppression. Elle nous a quittés, mais cet être cher ne disparaîtra pas. Nous continuerons à nous inspirer de son œuvre et à la faire vivre dans nos cœurs.»

Au nom du CNCP et, nous le croyons, traduisant les sentiments de tout le Peuple Martiniquais, nous rendons respectueusement hommage à notre sœur, notre mère et notre porte-drapeau, Maryse CONDE. Nous exprimons toute notre sympathie envers tous ses proches et le Peuple Guadeloupéen.

AGENDA

Un document exceptionnel à découvrir et archiver

TRANSMISSION



- La grève de janvier-février 1974, portée historique et dessous politiques,
- Du GAP au CNCP : 52 ans de militantisme,
- Éditoriaux et déclarations du CNCP publiés dans «Jik An Bout».

Conseil National des Comités Populaires (C.N.C.P)
MAI 2024

A PARAÎTRE DEBUT MAI 2024



Radio Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

Liens :

<https://jikanbouttv.com/radio/>
<https://jikanbouttv.com>

&

Facebook Jik An Bout



CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.



Journal offert par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP)

